

Burundi : L'opposition boycotte un processus électoral qui a "complètement déraillé"

@rib News, 21/07/2010 â€“ Source AFPL Le Burundi tient vendredi des élections législatives boycottées par les principaux partis d'opposition, dernière étape majeure d'un marathon électoral de deux mois qui a relancé les risques d'affrontements dans ce petit pays d'Afrique centrale. Les principaux partis d'opposition ayant déclaré forfait, le Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD, au pouvoir) devrait réunir une confortable majorité à l'Assemblée, un mois après la réélection à la tête du pays de son homme fort, le président Pierre Nkurunziza, seul candidat en lice. « Le processus électoral burundais a complètement déraillé et ce pays va se retrouver désormais sous la férule d'un parti aux tendances autoritaires, avec une opposition inexistante », selon un diplomate à Bujumbura s'exprimant sous couvert d'anonymat.

« Nous avons beaucoup d'inquiétude, nous nous posons beaucoup de questions quant à l'avenir de ce pays », s'alarme-t-il. Une seule formation d'opposition, l'Uprona, a accepté de participer aux élections après avoir boycotté la présidentielle du 28 juin. Quatre petits partis (Frodebu-Nyakuri, Frolina, PTD et Kaze-FDD), ainsi qu'une coalition de quatre autres petites formations, tous très proches du parti présidentiel burundais, participent également au scrutin de vendredi (100 sièges à pourvoir). Mais hormis l'Uprona, les principaux partis d'opposition ont maintenu le boycott entamé lors de la présidentielle, invoquant de graves irrégularités dans le précédent scrutin communal de fin mai. Cette opposition est regroupée au sein de l'Alliance démocratique pour le changement (ADC), dont l'ex-rébellion des Forces nationales de libération (FNL) arrive deuxième aux dernières communales. « Le processus électoral dans lequel le Burundi est engagé depuis les communales est un échec complet, ce qui signifie à nos yeux que tout le processus de paix au Burundi est en train de voler en éclat », juge Léonard Nyangoma, le porte-parole de l'ADC. Selon l'ADC, le pouvoir CNDD-FDD a instauré « un régime de terreur qui est en train de contraindre les gens à fuir ou à chercher à se défendre ». Le leader des FNL, Agathon Rwasa, qui s'est retiré de la vie publique il y a un mois, a assuré ne pas avoir l'intention de reprendre les armes, mais de nombreux observateurs sont persuadés du contraire. « L'opposition peut de nouveau être tentée par la voie de la violence, mais cela ne servira à rien car le pouvoir qui bénéficie du soutien total de la communauté internationale a les moyens de la museler », estime un cadre de l'ONU, sous couvert d'anonymat. « Cela a déjà commencé et c'est en train de tuer totalement la démocratie dans ce pays », a-t-il poursuivi regrettant « la répression qui frappe l'opposition ». Plus d'une centaine de cadres et militants de l'opposition ont été arrêtés au cours des trois dernières semaines et d'autres ont été torturés, d'après plusieurs associations de la société civile burundaise. « Toutes ces affirmations sont fausses », répond le porte-parole du CNDD-FDD, Onésime Nduwimana, pour qui la police a simplement arrêté les auteurs supposés d'une série d'attentats à la grenade. Il assure que les « provocations » pour attenter à la paix resteront vaines. Le Burundi a basculé en 1993 dans une guerre civile qui a fait 300 000 morts après l'assassinat par l'armée, alors dominée par la minorité tutsi, du premier président démocratiquement élu, le hutu Melchior Ndadaye. Les adversaires d'aujourd'hui, CNDD-FDD et FNL, sont issus de la même guérilla hutu. Les Hutu représentent 85% des 8,5 millions d'habitants du Burundi, et les Tutsi 14%.